

RAPPORT DE SYNTHESE DE LA COALITION POUR LE MALI

Bamako, le 27 août 2012

Rappel :

Il y a 150 jours que les principales villes du nord du Mali sont tombées dans les mains de groupes armés.

Il y a 150 jours que l'armée et l'administration se sont repliées, laissant les populations sans défense, à la merci de groupes dont certains, notamment à Gao et Tombouctou, se sont livrés à des actes de violences et de pillages, à des exactions qui resteront à jamais gravés dans les mémoires.

Il y a 150 jours que les deux tiers du territoire national échappent au contrôle de l'Etat central.

Contexte :

Créée le 26 mai 2012 avec, entre autres, comme objectif de contribuer à la mobilisation des énergies de toute la Nation pour recouvrer l'intégrité du territoire national, la Coalition pour le Mali a envoyé des délégations dans les trois régions occupées, du 17 au 24 août 2012.

Les missions assignées aux délégations :

**Témoigner de la solidarité de la Coalition avec les populations des territoires occupés,
Prendre contact avec les acteurs locaux.**

Personnalités rencontrées :

Dans les trois capitales régionales, les émissaires de la Coalition ont rencontré deux catégories de personnes :

Les représentants des populations (notables, chefs religieux, élus, leaders de jeunes et de la société civile) qui animent la résistance intérieure dans le cadre des comités de crise ou de cadres de concertation,

Les dirigeants des forces qui occupent et contrôlent les régions du Nord.

Constatations :

Un fort besoin d'Etat :

Cinq mois après le retrait forcé de l'Etat, de tous les services étatiques, des ONG et des partenaires, il existe dans les régions occupées un fort besoin d'Etat. Les maîtres des lieux se rendent compte, eux-mêmes, qu'ils ne peuvent pas remplacer l'Etat. Chacun ressent l'impérieuse nécessité de combler le vide créé et de satisfaire les besoins fondamentaux des populations (Santé, Education, approvisionnement en eau et électricité etc...),

Une forte disponibilité pour le dialogue :

Des échanges avec les principaux responsables d'Ançardine à Kidal et à Tombouctou, avec ceux du MUJAO à Gao, il est ressorti que les voies du dialogue peuvent et doivent être explorées.

Il est apparu aux émissaires de la Coalition que Iyad Ag Ghali, Chef d'Ançardine, est un des principaux responsables des groupes armés au Nord et, à ce titre, un des principaux interlocuteurs pour toute négociation.

Vers un autre Mali ?

Autant les émissaires de la Coalition ont perçu à tous les niveaux un besoin irrépensible de la

patrie malienne, autant ils ont perçu que les populations ne regrettent guère les préfets, les juges, les gendarmes, les policiers et tous ceux qui incarnent les services de l'Etat tels que les affaires économiques, les impôts, les douanes, les eaux et forêts etc...

La Charia :

S'ils ne remettent pas en cause l'intégrité du territoire national, les interlocuteurs de la Coalition ne font aucun mystère de leur volonté d'instaurer et de faire respecter la « loi de Dieu, la Souna du Prophète »(PSL).

Les limites du territoire d'application de la charia varient d'une ville à l'autre : dans les strictes limites de la région à Kidal, sans limite territoriale (pour le MUJAO).

Le porte-parole d'Ançardine à Tombouctou a informé la délégation de la Coalition que son organisation a présenté des excuses à la population pour les exactions commises au nom de la charia. Il a informé nos émissaires que des sanctions avaient été prises à l'encontre des nouveaux membres d'Ançardine qui se sont rendus coupables d'abus.

ALQAEDA :

A aucun moment, dans aucune des capitales régionales, les représentants de la Coalition n'ont eu de contact avec Al Qaeda, même si notre délégation à Tombouctou a été informée de la présence en ville des émirs Moctar Belmoktar et Abdelhamid. Abouzeïd.

Conclusion : Le chemin est désormais ouvert.

Il ressort de ces visites qu'il est non seulement possible d'aller dans les régions du Nord occupées, mais qu'il est aussi possible et souhaitable d'ouvrir, au plus vite, le dialogue avec les forces qui contrôlent cette partie du territoire national.

Sans attendre, l'Etat doit prendre le relais, en relation avec la société civile (celle qui, sur le terrain, oppose une résistance multiforme à l'occupation), et explorer toutes les possibilités de restaurer la stabilité et la paix, et mettre fin aux souffrances de notre peuple.

Celui-ci attend beaucoup de la solidarité des autres régions du pays, des autres composantes de la Nation. Il attend beaucoup de l'Etat pour restaurer l'intégrité du territoire et la dignité de la Nation.

Recommandations :

Conscients que le retour de l'Etat au Nord n'est possible et viable que si la

sécurité est restaurée, nous soumettons les recommandations ci-après :

**Envoyer de nouvelles délégations dans les régions du Nord,
Poursuivre le dialogue ainsi entamé avec les acteurs locaux desdites régions,
Renforcer la société civile des régions occupées,
Prendre un rendez-vous ferme, en un lieu à convenir, avec Iyad Ag Ghaly pour entamer le dialogue, en vue du retour de l'Etat dans les régions du Nord,
Ouvrir, sans délai, des discussions avec le MNLA,
Rencontrer les responsables des groupes de résistance et d'autodéfense,
Prendre contact avec les organisations humanitaires du Système des Nations Unies, les ONGs, afin d'organiser la reprise de leurs activités d'assistance dans les régions du Nord,
Etudier le retour des services techniques de base de l'Etat, dans le cadre d'un dialogue avec les maîtres des lieux et la société civile,
Prendre des dispositions appropriées pour la remise en état des équipements sociaux de base (eau, électricité, téléphone, services de santé),
Engager une réflexion profonde, impliquant les représentants de toute la Nation, en particulier ceux de toutes les communautés du Nord, sur les conditions du retour de la sécurité, de la stabilité, de la paix et de l'Administration dans les régions du Nord.**

Annexe :

Liste des personnalités rencontrées :

Kidal,

Intalla Ag Attaher, Amenokcal des Kel Ifoghas,

Mohamed Ag Intalla, Député de Tin Essako,

Cheick Ag Aoussa, Responsable militaire d'Ançardine,

Alghabass Ag Intalla, député de Kidal, Ançardine,

Ahmada Ag Bibi, député d'Abeibara, Ançardine

Yacouba Belco Maïga, Président de la communauté Songhoy à Kidal

Intahmadou Ag Albacher, élu à l'Assemblée Régionale

Ousmane Ag Abdollah, Maire de Tessalit

Gao,

Arougaya Ibrahim Touré, Chef de la Communauté Arma, membre du cadre de concertation,

Idrissa Anakokou Maïga, Imam de la mosquée Koweit,

Mohamed Ould Idriss, Président de l'Assemblée Régionale,

**Babahamane Touré, Chef, Karabassane,
Abdramane Oumarou Maïga, élu communal, Soni Ali Ber,
Abdel Hakim, Chef MUJAO,
Abou El Walid, Chargé de communication du MUJAO,
Sidi Mohamed, (Almoustarat).
Personnalités rencontrées à Bamako à la veille de la mission
Ali Badi Maïga,
Mohamed Ould Matali,
Mohamed Baye.**

**Tombouctou,
Membres du Comité de Crise :
Halley Ousmane,
Diadié Hamadoun Maïga,
Boubacar Toure,
Asoura Albadia,
Drawi Assekou Maïga,
Garba Maïga,
Alidji Marafa,
Ibrahim Ilassé Maïga,
Mahamane Alidji Touré,
Ibrahim Kalil Touré dit « L'enfant »,
Sekou kalil Djitteye,
Sane Chirfi Alpha,
Aboubacrine Cissé,
Mohamed Aklanagnak,
Yehia Tandina,
Alassane Bilal,
Sanda Ould Boumama, Porte-parole d'Ançardine,
Le bureau du Haut Conseil Islamique dirigé par Ben Essayouti, Imam de la
grande mosquée (Djingareyber).**

Composition des délégations de la Coalition pour le Mali

Kidal

**Homeny Belco Maïga, Président de l'Assemblée Régionale de Kidal, secrétaire à
l'action humanitaire de la Coalition ; chef de délégation,
Daouda Maïga, Directeur de Programme Intégré de Développement Rural de la
Région de Kidal PIDRK, secrétaire administratif adjoint de la Coalition,**

Mahamane Lamine Hamidou Touré, Secrétaire aux Maliens de l'Extérieur de la Coalition.

Gao

**Honorable Abdou A. Sidibé, Député élu à Gao, Chef de la délégation,
Honorable Abdoul-Malick Diallo, Député élu à Ansongo,
Salerhoum T. Touré, Maire de Bara,
Aliou Ould Dahli, Notable d'Almoustarat (Bourem),
Pr Inamoud Ibny Yattara, Association Solidarité pour Ménaka, Coalition,
Mahamar Touré, Notable de Bamba.**

Tombouctou

**Mohamed Mahmoud El Oumrany, Chef de la délégation
Djibril Barry,
Abderahmane Wangara,
Sidi Mohamed Adjawiakoye,
Oumar Allaye Touré,
Ahmed Ag Amama.**

Les personnalités suivantes se sont jointes à la délégation à Tombouctou

**Taher Ould El Hadj,
Mohamed Youssouf Ould Elbechir,
Mohamed Aly Ould Ahmed,
Mohamed Lamine Ould Abdel Wadoud,
Cheick Baye,
Oumar Ag Intaha,
Mohamed Aly Ould Elwali,
San Alpha Saloum Cissé,
Oumar Ould Mohamed.**

QUI EST LA CPM?

Portée sur les fonts baptismaux, le 26 mai dernier, à la Maison des aînés, à l'initiative du PARENA, la Coalition pour le Mali (CPM) qui se veut une force de proposition, mais, non un regroupement de plus, a procédé au lancement officiel de ses activités, hier jeudi, à l'hôtel Salam.

C'était à la faveur d'une conférence-débat sur le thème:«Nord-Mali: Quelle mobilisation nationale pour quelle solution de sortie de crise?». Les membres de la CPM disent mettre le Mali au-dessus de tout intérêt. C'est pourquoi, elle a en son sein des responsables et des organisations venant de sensibilités souvent opposées, notamment le FDR, la COPAM, la CSTM et autres. La CPM est une organisation associative apolitique qui bénéficie de l'accompagnement et du leadership de toutes les confessions religieuses du Mali.

La cérémonie de lancement était placée sous l'égide du président de la CPM, Gabounè KEITA, non moins président de la Coordination des associations des ressortissants des sept cercles du Sahel occidental. Il avait à ses côtés le premier vice-président, Tiébilé DRAME, également président du PARENA, membre du FDR; le 3è vice-président, Younouss Hameye DICKO, président de ADR, affiliée à la COPAM.

On y notait également la présence de presque les 42 membres du bureau, et plusieurs responsables politiques et de la société civile, tels que le doyen Seydou Badian KOUYATE, les anciens ministres Siné DAMBA et Sidiki N'Fa KONATE, etc.

Dans son mot de bienvenue, Gabounè KEITA a fait savoir que la CPM n'est pas un regroupement de plus. Et pour cause, elle est constituée d'hommes et de femmes qui n'ont rien à voir avec la politique, mais soucieux de contribuer à la paix et au développement de leur contrée et au-delà, de leur pays. Cela, même si elle est constituée du Collectif des élus du nord, des associations des ressortissants des sept cercles du Sahel occidental, de plusieurs partis politiques et regroupements de partis politiques, des syndicats, ainsi que de personnalités indépendantes. Selon M.KEITA, la Coalition pour le Mali fait des propositions et des suggestions afin d'amener les populations à les imposer aux gouvernants.

La CPM a pour buts de fédérer les initiatives à mettre à la disposition des pouvoirs publics, des acteurs nationaux et de la communauté internationale;apporter une contribution positive à la résolution définitive du conflit armé au Nord du Mali; promouvoir, partager et diffuser la culture de la paix et des droits humains; constituer un cadre permanent de mobilisation des ressources, pour accompagner le Mali à recouvrer son unité et son intégrité territoriale, et assurer une veille citoyenne, pour promouvoir les acquis démocratiques; développer un projet de plaidoyer pour déconstruire les idées reçues et les contre-vérités sur la question du Nord du Mali; initier et proposer des actions concrètes pour aider les pouvoirs publics dans la prise de décision concernant le retour de la paix et de la sécurité dans le pays.

Parlant de la conférence, le conférencier, dans son introduction, intitulée «Surveiller le Nord comme du lait sur le feu» dira que cette recommandation, maintes fois réitérée ces dernières années, n'a pas reçu toute l'attention attendue des pouvoirs publics. Selon Tiébilé DRAME, faute d'avoir surveillé le Nord comme du lait sur le feu, le Mali traverse la période «la plus sombre de son Histoire depuis l'indépendance: rébellion séparatiste, coup d'État, partition et occupation du pays par des groupes armés maliens et étrangers, effondrement de l'armée et de l'État, instabilité politique et leurs cortèges de souffrances indicibles et d'humiliations quotidiennes d'un peuple jusqu'ici considéré comme un des plus fiers d'Afrique». Pour lui, la question du Nord a cessé d'être celle du Nord, pour être la question du Mali. Elle n'est pas l'affaire des seuls habitants ou ressortissants des

régions du Nord; mais, celle de tout le Mali et de tous les Maliens.

Par ailleurs, a-t-il martelé «il n'est pas normal que l'occupation des 2/3 du territoire national ne soit pas ressentie dans chaque village et dans chaque ville du Mali. La tragédie de l'occupation et de l'oppression qui en résulte doivent être présentes dans tous les actes de la vie nationale. La radio et la télévision publiques doivent ressembler à la radio et à la télévision d'un pays aux 2/3 occupés».

Ainsi les 2/3 du Mali occupés ne peuvent souffrir dans l'indifférence du 1/3. C'est pourquoi la triste réalité de l'occupation doit imprégner tous nos actes, toutes nos décisions, a soutenu le 1er vice-président.

Pour la résolution de la crise, il estime que la solution doit rester entre nos mains. Ce qui, à son avis, suppose une forte volonté politique nationale «d'un Mali dont le drapeau ne sera pas mis en berne, d'un Mali qui ne s'éclipse pas quand on parle de lui et dont la voix doit être entendue et écoutée chaque fois que nos voisins et partenaires se pencheront sur notre cas».

Par Sékou CAMARA